

Ce texte est un appel à tou-te-s celles et ceux qui se sentent préoccupé-e-s par ces différentes questions, qui veulent s'opposer aux expulsions et à la restructuration urbaine, qui sont en colère.

**Rassemblement-déambulation**  
**samedi 27 avril à 14 heures**  
au métro Croix de Chevaux (entrée de la rue piétonne).

**Suivie d'une assemblée à 17 heures au Transfo,**  
57 avenue de la république à Bagnolet  
(métro Robespierre ou Gallieni)

Cette assemblée sera l'occasion de reparler des projets de restructuration urbaine et des expulsions en cours, de présenter les collectifs qui s'organisent pour y faire face et pourquoi pas d'élaborer des pistes pour tenter de s'y opposer ensemble.

**LE TRANSFO** est un lieu occupé depuis le 14 novembre 2012 où ont lieu de nombreuses activités : une cantine, des projections de film, des réunions, des ateliers, des concerts de soutien, un bar... et une assemblée tous les dimanches à 14 heures pour faire vivre le lieu. Le propriétaire qui a engagé une procédure d'expulsion n'est autre que EDF, cette entreprise, dont l'État est actionnaire majoritaire, qui rackette tout à chacun-ne en vendant de l'énergie nucléaire. Vous pouvez trouver toutes les infos sur [transfo.squat.net](http://transfo.squat.net).



**CONTRE LES EXPULSIONS DE LOGEMENTS  
LOUÉS OU SQUATTÉS... CONTRE LES LOYERS  
TOUJOURS TROP CHERS...**

**CONTRE LA RESTRUCTURATION URBAINE...**



**RASSEMBLEMENT-DÉAMBULATION**  
**SAMEDI 27 AVRIL 14H** N° Croix de Chevaux/Montreuil  
à l'entrée de la rue piétonne  
+ À 17H : ASSEMBLÉE DE QUARTIER AU SQUAT LE TRANSFO, 57 AV. DE LA RÉPUBLIQUE À BAGNOLET



**CONTRE LEURS FAMEUSES "PROMESSES"...**  
**CONTRE LES JUGES ET LES HUISSIERS,**  
**LES FLICS ET LES URBANISTES...**  
**CONTRE TOUTE CETTE MERDE...**

**Des expulsé-e-s il y en a de plus en plus.** C'est pas la crise pour tout le monde, les flics, huissiers et juges ont du travail pour mener à bien le ballet des expulsions : squatters/euses de bâtiments vides ; occupant-e-s de terrains ; sans abris du métro ; sans papiers dans les foyers ; et tou-te-s les locataires/trices qui n'ont plus assez de thunes pour payer le loyer. Tandis que rue Girard à Croix de Chavaux la mairie veut expulser les occupant-e-s d'une maison, des campements rroms sont démolis par la police, comme récemment à la Boissière (Haut-Montreuil).

**Des « mal-logé-e-s » il y en a de plus en plus.** Les fins de mois sont de plus en plus dures, avec des logements toujours plus chers, toujours plus petits et toujours plus loin. Forcément des fois on n'arrive pas à payer et on se retrouve vite avec les huissiers sur le dos ou assigné au tribunal pour rembourser les dettes sous la menace permanente de se retrouver à la rue. Alors que l'État par le biais de la préfecture, les propriétaires et les mairies expulsent, chacun se renvoie les responsabilités mais s'accorde à nous parler de soi-disant réquisitions de bâtiments

vides, de construction de logements sociaux.

**Mais c'est toujours ceux et celles** qui n'ont pas les thunes, le bon dossier, les bons papiers qui au final trinquent au quotidien et galèrent à trouver quelques billets pour survivre. Et quand on arrive à gratter quelques miettes, un logement social, un relogement, on a vite fait de se retrouver en zone 5 du RER ou dans un centre d'hébergement où on n'a aucune liberté. À Paris, à Montreuil, à Bagnolet, etc., l'État, les spéculateurs, les architectes et les urbanistes prônent leur « *mixité sociale* », c'est-à-dire chassent les pauvres, en construisant du standing de luxe, des éco-quartiers et des logements sociaux pour la petite bourgeoisie.

**Les nouveaux projets immobiliers** qui se construisent, par exemple, autour du métro Robespierre et de la place de la Fraternité, où promoteurs privés et élus s'accordent pour offrir une accession à la propriété à une nouvelle population plus riche qui doit venir s'installer à la place de tout-e-s celles et ceux qu'ils ne souhaitent plus voir. Dehors les sans papiers, les rroms, les trop pauvres, les trop nombreux... à qui

il est proposé – ou pas – des relogements toujours plus loin. C'est ce qui s'est passé récemment pour les exclus du foyer Bara qui se retrouvent à dormir dans le métro ou à qui il est proposé un hébergement à des dizaines de kilomètres de Montreuil.

**Cette politique du logement** s'inscrit dans un processus plus général de rentabilisation et de pacification de l'espace urbain. Cela s'exprime notamment par la prolifération des caméras de vidéo-surveillance (comme à la Boissière), la destruction de certains quartiers, la création de pôles économiques et commerciaux. Cette logique de rénovation est en cours à Paris depuis longtemps et s'étend à la petite couronne avec le projet du Grand Paris. La nouvelle place de la mairie de Montreuil en est une illustration flagrante et flippante, où nouveaux centres commerciaux, logements vendus comme écologiques et bureaucrates avec ou sans cravate sont « protégés » par une armée de caméras. L'espace a été aseptisé, tout est bien aligné et tous les bancs de la place ont disparu.

**Autant de projets** qui servent les logiques du profit et du

contrôle, qui rendent toujours plus forts les propriétaires de ce monde et leurs flics, et confirment l'exploitation et la domination qu'ils nous infligent.

**Contre toute cette merde,** nombreux/ses sont celles et ceux qui s'entraident, s'organisent pour occuper des bâtiments vides, luttent contre les rénovations de leurs quartiers, sortent de l'isolement face aux galères du quotidien, refusent de payer le loyer, s'attaquent directement à ce qui nous pourrit la vie... Jusqu'à ce que disparaissent la propriété privée, l'État et le capitalisme.

**Dans le quartier** des Coutures à Bagnolet et du Bas-Montreuil, le collectif *Prenons la ville* s'oppose aux projets de transformation et propose des moments de rencontres, d'échanges et d'organisation face aux expulsions. À Bagnolet, le collectif *La Noue-Jean Lolive* s'est opposé au bétonnage du quartier, à l'expulsion d'habitants, à la suppression des espaces verts et à la construction de logements sociaux d'accession à la propriété privée dénonçant ainsi la logique de rentabiliser économiquement leur quartier et de le rendre humainement invivable.